

LES FEMMES DANS LA TOURMENTE



La récession qui s'est abattue sur l'Amérique latine et les Antilles au début des années 1980 a été la pire crise économique depuis les années trente. Mais les effets de cette récession n'ont pas été ressentis uniformément dans tous les secteurs de l'économie. Les conséquences négatives du ralentissement économique ont atteint de manière disproportionnée un groupe particulièrement vulnérable : les femmes à faible revenu.

Un projet parrainé par le CRDI, intitulé «Weathering Economic Crisis» [Faire face à la crise économique], s'est donné pour mission d'explorer certaines de ces conséquences sur les femmes de la Barbade, dans l'espoir de suggérer des changements de politiques. Le projet était composé d'études empiriques de l'économie de la Barbade et d'enquêtes sur les femmes touchées par la récession.

L'impact négatif du ralentissement économique sur les femmes, selon Joycelin Massiah, chef de projet, a été «abrupt et immédiat». On note entre autres l'impossibilité pour les femmes de subvenir aux besoins financiers du foyer, l'obligation de se soumettre à de piètres conditions de travail, et des tensions accrues dans le rôle traditionnel de pourvoyeuses de soins.

Le secteur manufacturier, qui compte l'un des plus forts contingents de main-d'œuvre féminine, a été sévèrement touché. Ce secteur était reconnu comme l'un des plus dynamiques de la Barbade durant les années 1970. Mais déjà au début des années 1980, il avait commencé à décliner à cause des réductions dans la demande étrangère et d'un affaiblissement du marché régional par suite de la récession internationale. Vers le milieu de la décennie, ce secteur n'offrait plus que des heures de travail limitées, des licenciements généralisés, et des fermetures d'établissements permanentes. La tendance à la baisse dans ce secteur a eu des répercussions majeures sur les femmes. Durant les années 1970 et 1980, les femmes occupaient

plus de 85 % des postes dans l'industrie du vêtement, plus de 55 % dans l'industrie de l'électronique, et plus de 75 % dans la catégorie «industries diverses».

Pour bien des gens, cette situation devait assurer l'essor économique des femmes. Pourtant ces femmes étaient concentrées dans les fonctions les moins rémunérées, faisant d'elles les premières victimes d'éventuels licenciements. Selon les constatations du projet de Massiah, quelque 85 % des femmes dans l'industrie oeuvraient dans des activités tournées vers la production, alors que seulement un pourcent d'entre elles occupaient des postes professionnels, techniques ou administratifs.

Dans les industries du vêtement et de l'électronique, lesquelles employaient la majorité des femmes, plus de 80 % des postes ont disparu rien qu'en 1989; la majorité de ces postes étant occupés par des femmes. Intel, firme internationale d'électronique, et Playtex, compagnie de fabrication de lingerie, ont fermé leurs portes, laissant au chômage de nombreuses femmes qui étaient des travailleuses spécialisées.

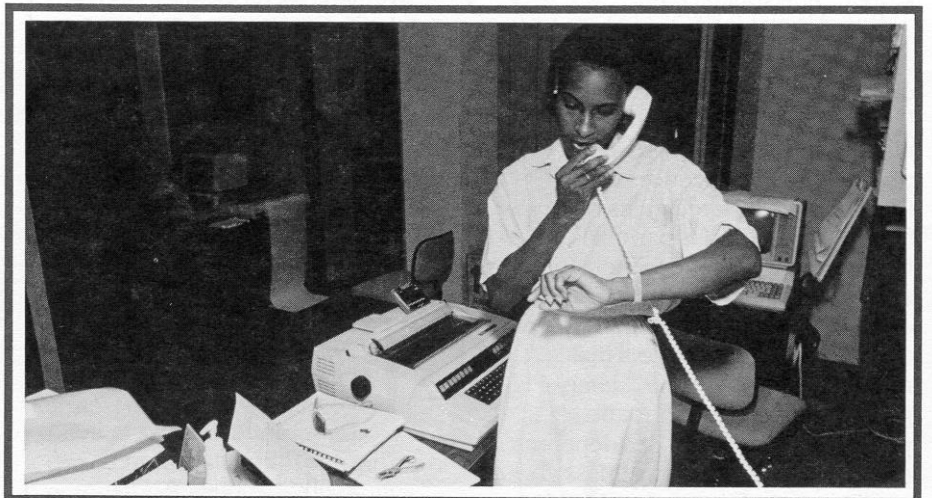
La réaction initiale de bien des ouvrières était un soupir de soulagement à cause des mauvaises conditions de travail dans bien des usines. «Les personnes sondées au cours de l'enquête ont unanimement condamné les conditions générales du travail», signale Massiah. Faibles

salaires, stages de formation artificiellement prolongés, quotas de production élevés, équipement désuet, brièveté des pauses pour les repas et les toilettes, et problèmes de santé (maux de dos, fatigue des yeux et maux de tête), contribuaient à un milieu de travail opprimant. Les femmes interviewées durant l'enquête étaient absolument résolues à ne jamais plus travailler dans une usine.

Mais le soulagement initial d'être libérées des mauvaises conditions de travail s'est rapidement traduit par de maigres revenus pour bien des femmes. Massiah explique que les licenciements entraînent souvent «une incapacité chez beaucoup de femmes à assumer les coûts de plus en plus élevés des besoins essentiels du foyer». Après la récession, plus de 10 % de l'échantillon de 160 femmes interrogées ont avoué ne plus être en mesure de vivre adéquatement.

Il y a eu également des changements significatifs de modèles dans les types de dépenses et dans l'épargne des foyers. Un plus fort pourcentage des dépenses familiales était consacré aux nécessités de base comme la nourriture. Les femmes qui réussissaient à faire des économies étaient le quart moins nombreuses au moment de l'enquête qu'avant la récession, précise Massiah.

Suite à la page 14



Seulement un pourcent d'entre elles occupaient des postes administratifs...

Pour faire face à certaines des difficultés économiques imposées par les licenciements durant la récession, les femmes ont adopté un certain nombre de stratégies. «Leur préférence était de se rabattre sur leurs occupations traditionnelles en exploitant leurs propres compétences, plutôt qu'en adoptant de nouveaux modèles dont elles n'avaient pas fait l'expérience», poursuit Massiah. En fait, cela signifie qu'elles ont compté sans hésiter sur le soutien financier de la famille et des amis. «L'enquête démontre clairement que le réseau constitué par le petit ami, les parents, et les frères et soeurs occupait une place de choix comme mécanisme de soutien critique», ajoute Massiah.

Mais beaucoup de femmes se sont lancées dans des entreprises générant des revenus dans le secteur parallèle, qui connaît une très forte croissance à la Barbade. Les femmes se sont de plus en plus tournées vers l'achat et la vente de vêtements et de cosmétiques, vers les industries artisanales, la fabrication à petite échelle de vêtements, et les professions de modèle ou de coiffeuse. «Ce faisant, les femmes ont démontré qu'elles avaient beaucoup de ressources et une détermination acharnée à réussir», déclare Massiah.

Massiah a également noté que certaines de ces femmes ont profité de ces entreprises alternatives dans le secteur parallèle. Selon les responsables des bureaux de placement et des agences de financement, les demandes de formation et de prêts parmi les femmes pour lancer des industries artisanales avaient considérablement augmenté, alors que la chasse aux emplois mal rémunérés avait décliné. Même si le gouvernement de la Barbade n'a pas été réduit à sabrer ses dépenses pour les services sociaux, Massiah explique toutefois que les données

recueillies dans d'autres pays des Antilles et d'Amérique latine font état de sévères réductions des dépenses consacrées à des services gouvernementaux essentiels comme les soins de santé.

Massiah avertit que, à l'avenir, les politiques économiques devront tenir compte de la position singulière des femmes dans l'économie de la Barbade. Le secteur manufacturier offre un exemple de premier plan, précise-t-elle. «Pour que l'industrie manufacturière puisse jouer un rôle crucial dans les efforts de revitalisation de l'économie, il faudra formuler des politiques spéciales pour persuader les femmes de réintégrer le secteur.»

Mais il est également essentiel de comprendre les solutions de rechange que les femmes ont adoptées pour survivre. Selon Massiah, «il faut entreprendre des études en profondeur sur les conditions et les besoins des femmes qui travaillent dans le secteur parallèle». Ce n'est que par la connaissance du secteur que l'on pourra concevoir et intégrer des programmes d'assistance adaptés à leurs besoins.

L'enquête a permis aux femmes ordinaires de participer à la formulation des sujets de recherche et à l'examen des problèmes. Tout au long du projet, leurs réactions perspicaces à l'égard de leur propre situation a démontré à quel point leur participation à l'économie de l'île avait été vitale mais aussi comment leurs stratégies de survie et leurs solutions de rechange méritent davantage d'attention.

Margaret Harris, journaliste de la Barbade.



Pour plus de renseignements
Joycelin Massiah
Chef, Institute of Social and
Economic Research
University of the West Indies
Cave Hill Campus
PO Box 64 Bridgetown,
Barbade.



À Beijing, une jeune femme sur le point de se marier explique ses sentiments mitigés devant l'achat prochain d'un réfrigérateur. Elle est contente d'en obtenir un neuf, mais frustrée d'avoir à choisir entre un appareil bosselé et un modèle peu étanche. Se plaindre ne lui servirait à rien car nulle loi ne vient protéger les consommateurs chinois.

On entend souvent de telles anecdotes en Chine. Les produits de mauvaise qualité (dont les plus inquiétants sont les denrées comestibles avariées ou mal préparées qui entraînent souvent des empoisonnements) représentent l'un des plus pressants problèmes pour les consommateurs chinois qui ne bénéficient pas de lois obligeant les fabricants à garantir leurs produits. Cela n'est qu'une conséquence de la réforme économique en cours qui vise à accroître la productivité mais qui n'édicte pas encore de règles sur la façon de conduire les affaires.

Conscient de cette disparité entre les politiques et les lois, le gouvernement chinois a entrepris vers la fin de 1987 (près d'une décennie après avoir décidé d'assouplir sa gestion